

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS Sea Air

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

La maison et le monde

Tout incite le Cambodge à penser "région", à penser "monde" :

- sa dépendance de l'aide internationale qui reste vitale;
- sa dépendance des investissements étrangers;
- sa dépendance des produits venus de l'étranger, comme le pétrole, le rappelle clairement ces temps-ci;
- sa vocation touristique;

Acquérir des forces propres et diminuer cette dépendance, c'est l'objectif majeur.

Pour cela, il faut d'abord rattraper les retards intérieurs, réparer la maison.

Dans certains domaines, les progrès sont rapides et chacun peut les constater : l'électricité; les télécommunications, par exemple.

Dans certains autres, les progrès sont réels, mais moins visibles : la législation (mais il reste à faire, et il reste à l'appliquer); l'éducation et la formation (mais les effets en sont lents);

Dans d'autres domaines aussi, comme les routes nationales et rurales, la tâche est si vaste qu'elle demandera encore plusieurs années.

Quant à la Justice, à la Santé, au Développement rural... on ne peut prévoir qu'un long cheminement.

Et il faut en finir avec les problèmes du passé, qui gênent les relations du Cambodge avec ses voisins et avec le reste du monde :

- les frontières : problème épineux mais en voie de résolution;

- le procès des khmers rouges. A force de palinodies, on finira par croire que des forces s'interposent.

Quelles forces ? Les éventuels inculpés évidemment : certains hauts responsables, mais peut-être surtout la Chine qui a vis à vis du Cambodge des arguments très forts : investissements, touristes, ...

Et puis comment le Cambodge pourrait-il risquer de fâcher la Chine, au moment où elle va recevoir son Président Jiang Zemin ?

c.n.

VAR KIM HONG

Président du comité mixte chargé des questions de frontières

Réponses au Dr Say Bory - Ce qui s'est vraiment passé à la frontière avec le Vietnam - les incidents ne compromettent pas les négociations

Lorsque le Dr Say Bory dit que les traités de 1982, 1983 et 1985 ne sont pas valables parce que, selon les Accords de Paris, "les traités qui portent atteinte à la souveraineté du Cambodge sont annulés", il montre qu'il n'a pas bien lu les Accords de Paris.

Les traités restent valables

Ces Accords disent (paragraphe d de l'article 1 de l'Accord sur la Souveraineté, l'Indépendance, l'Intégrité territoriale...):

"Le Cambodge s'engage à mettre fin aux traités et accords qui sont incompatibles avec sa souveraineté, son indépendance, son intégrité et son inviolabilité territoriale, sa neutralité et son unité nationale".

Cette formule implique de la part du gouvernement une volonté d'abroger, une initiative. Les accords en question restent valables parce qu'il n'y a pas eu de telle volonté ni de telle initiative.

Si le Dr Say Bory estime qu'il faut abroger les accords et traités, ou s'il estime que les accords et traités passés ne sont pas constitutionnels, au lieu de pousser les étudiants à manifester, qu'il ose le dire, que le Conseil Constitutionnel demande leur abrogation.

Les accords dont il conteste la validité sont dans les faits entrés en vigueur puisqu'on a planté ensuite (en 1986, 87 et 88) de nouvelles bornes.

On peut se passer des traités de 1982, 1983, 1985

Pour mener ces négociations

Les négociations avec le Vietnam, le Laos et la Thaïlande sur le tracé des frontières terrestres sont entrées dans une phase très active.

Malgré d'importants progrès, il est très douteux que l'on en ait fini avant la fin de l'année.

Dans ce nouvel entretien, M. Var Kim Hong répond d'abord aux objections du Dr Say Bory (cn 139), et fait ensuite le point sur les récentes péripéties survenues sur la frontière avec le Vietnam.

Sa commission a recherché d'autre part les bornes de la frontière avec la Thaïlande.

sur les frontières, nous travaillons à partir des cartes existantes, à partir des principes internationaux : intangibilité des frontières, pratique internationale en matière de délimitation des frontières.

Notre mission consiste à vérifier l'existence des 124 bornes plantées à l'époque du Protectorat, de contrôler la centaine de bornes plantées dans les années 1986-1987-1988, et à planter de nouvelles bornes pour la totalité de la frontière.

Le Dr Say Bory demande que l'on rediscute les traités pour les ratifier, "éventuellement à l'identique". Ce serait une perte de temps.

Notre but est de faire un traité complémentaire au traité de 1985.

Entre Laos et Vietnam un tel traité complémentaire au traité de 1977 sur les frontières a été signé en 1986 pour combler les lacunes du premier traité.

Trapeang Plong : pas de déplacement de borne

Concernant la borne de Trapeang Plong plantée en 1988, citée par le Dr Say Bory : le témoignage qu'il a recueilli en juillet 1999 - cette borne aurait été déplacée de 300 m - ne correspond à aucune réalité. J'ai moi-même été sur place et n'ai trouvé aucun témoignage concordant. La borne n'a pas été déplacée, c'est le poste frontière vietnamien qui a été déplacé de 300 m, de leur côté, ce que les Vietnamiens ont évidemment le droit de faire. La frontière dans cette zone a déjà été délimitée.

Quant au rapport du général Ke Kim Yan, commandant en chef des forces armées, il est bien connu, c'est le compte-rendu que présente l'armée de tous les incidents qui ont eu lieu aux frontières, d'ailleurs en partie documenté par le comité que je préside. Il n'y a dans ce rapport rien de nouveau que l'on ne sache.

Les récents incidents de frontières

En revanche les incidents tout récents dans le district de Mémot, commune de Khum Dar, sont à prendre au sérieux. C'est plus qu'une querelle de villageois.

Il y a là une petite zone de litiges déjà bien connue, où j'ai moi-même été deux fois en 1999. Ma visite du 8 septembre était la troisième.

Cette zone revendiquée par les Vietnamiens, à environ 600 m au sud de la RN7, délimitée par un sentier datant de 1993,

(suite page 2)

A l'intérieur

VAR KIM HONG
SOK CHENDA

le point sur les frontières pp. 1 - 2
investissements

Electricité du Cambodge
entretien TY NORIN

pp. 4 - 5

LIVRES

groupes de travail p. 3
Shanghai p. 7

Pétrole
entretien A. KISLANSKI pp. 6 - 7

Frontières : problèmes de terrain

(suite de la page 1)

mesure environ 500 m d' est en ouest sur environ 3 km.

La carte du Service Géographique de l' Indochine indique clairement que la zone en question est bien cambodgienne. En témoigne une ancienne plantation d' hévéas, aujourd' hui disparue, plantée maintenant de tapioca.

En fait chaque année au moment des cultures, il y a disputes. Il est arrivé que les Vietnamiens arrachent des plantations faites par les Cambodgiens.

L' année dernière, on s' était mis d' accord avec le Vietnam pour que cette zone soit no man's land, que personne ne la cultive.

Bref, Cambodgiens et Vietnamiens s' empêchent mutuellement de la cultiver.

Les incidents récents ne créent donc pas un problème nouveau.

attitude "malvenue" des Vietnamiens

Ce que j' estime mal venu, c' est que, alors que les autorités vietnamiennes avaient été dûment prévenues de ma visite sur place le 8 septembre, il y ait eu, en plus du comité d' accueil cambodgien, la présence d' une trentaine de soldats vietnamiens, les uns armés les autres non, qui ont manifesté et voulu d' abord empêcher l' hélicoptère d' atterrir, selon le rapport des autorités locales présentes.

Il n' y a pas eu d' hostilité, pas de menaces. Il n' y avait pas d' officiers supérieurs. Nous avons discuté pacifiquement avec les Vietnamiens, comme le montrent les photos.

Mais j' estime que la présence vietnamienne constitue un acte de provocation.

Si mon homologue M. Tran Cong Truc veut discuter avec moi à ce sujet, qu' il vienne !

Quelles intentions vietnamiennes ?

Comment interpréter cet incident ? D' une façon générale, la stratégie vietnamienne reste identique.

Dans ce cas particulier :

- les Vietnamiens ont peut-être cherché à exploiter, à partir d' une querelle locale, une situation interne au Cambodge, profiter d' un "timing" qui leur paraît favorable, les accusations de l' opposition, les critiques dans la presse, pour affaiblir ma commission;
- il y a aussi de leur part une réaction psychologique : dans ces négociations, ils sont toujours accusés d' empiètements, ils sont sur la défensive. Ils veulent montrer qu' ils sont déterminés eux aussi à défendre leurs intérêts. C' est pourquoi il y a eu une certaine présence de soldats.

Il y a en tous cas violation du communiqué de presse du 17 janvier 1995 sur le statu quo. Nous allons écrire notre désaccord, demander que l' on retourne à la situation de no man's land, comme avant.

autres querelles locales

Il y a d' autres zones, dans le même district de Memot, qui posent le même type de problème.

En deux endroits, ce sont des Cambodgiens qui depuis des générations cultivent des champs qui se trouvent, selon la carte du Service Géographique de l' Indochine, côté vietnamien : dans la commune de Khum Rong, village de Phum Rong, et le village de Trapeang Russei. L' un de ces terrains a 41 ha, l' autre 17 ha. Ce n' est qu' en 2000 que les Vietnamiens ont interdit ces cultures.

Ce durcissement de l' attitude vietnamienne est en violation du "communiqué de presse"

du 17 janvier 1995.

Ailleurs encore, dans le district de Ponea Krek, il y a eu des incidents en sens inverse. Dans ce cas-là, les traditions sont moins anciennes. Nous demandons que les Vietnamiens se retirent.

Les quatre "points" litigieux restants

Les zones où ont lieu ces querelles locales ne font pas partie des "7 points" litigieux que nous négocions avec les Vietnamiens (cn 137) en cours de règlement, parce qu' il ne s' agit pas d' un problème de cartes et d' abornement mais d' empiètements locaux saisonniers, provisoires, qui tiennent aux habitudes locales.

Pour les quatre "points" qui restent à négocier sur cette frontière, nous attendons les réponses du Vietnam. L' un des deux, environ 10 km² près de Sen Monorom, nous crée du souci.

Pour les points négociés à Rattanakiri et à Mondoliri, il reste beaucoup de travail technique à effectuer. De chaque côté, on doit faire des rapports ...

Cambodge/ Thaïlande retrouver les bornes !

Concernant la frontière avec la Thaïlande, selon une source anonyme, la délégation de la Commission des frontières a aussi rencontré des difficultés.

Pour retrouver la borne 62, dans la province de Battambang, la délégation, dans un pick-up thaïlandais, s' est emborbée, elle a dû faire 1 km à pieds, et a trouvé la borne, tombée du fait des inondations, dans la rivière Mongkol Borei. Il a été entendu avec les Thaïlandais que les deux parties la remettraient en place.

Dans la province de Banteay Meancheay, à O Bei Chuon, où -en l' absence de tout moyen d' accès côté cambodgien, même par hélicoptère-, on ne peut approcher que par le côté thaïlandais, la délégation, qui avait l' autorisation des autorités de la frontière, a été empêchée d' aller jusqu' à l' endroit en litige, à 100 ou 200 m près, par un dernier poste de garde.

On peut estimer que les Thaïlandais ont quelque chose à cacher. Selon une interprétation, les Thaïlandais utiliseraient une mauvaise carte, et n' ont pas voulu que la délégation cambodgienne puisse faire un relevé exact de la position de la borne par GPS.

Il y a eu auparavant dans cette zone, encore très minée, un poste militaire cambodgien, un ancien camp de résistance, situé au cambodge. Mais les Cambodgiens se sont retirés de 500 ou 600 mètres.

Le président de la Commission chargée des frontières M. Var Kim Hong a exprimé son mécontentement de n' avoir pas pu voir la borne, alors que l' ambassade de Thaïlande au Cambodge avait été prévenu de cette visite.

Aucun blocage des négociations

"Au total nous a déclaré M. Var Kim Hong en conclusion, ces incidents restent limités au niveau local. Ils n' entraînent aucun blocage des négociations au niveau national.

"Mais on voit ainsi que la tâche de la commission que je préside n' est pas facile. J' aimerais au moins avoir le soutien de mes compatriotes et de nos intellectuels ..."

A PROPOS ...

Procès : étapes

Avant que le projet gouvernemental concernant le procès des khmers rouges ne soit discuté en séance plénière par l' Assemblée nationale, nous dit le président de la commission des affaires intérieures Dien Dell, il faut d' abord que le gouvernement vienne expliquer ce projet devant la commission des lois de l' Assemblée, que le gouvernement tienne compte des observations qui auront été

faites et qu' il consulte l' ONU, que le projet éventuellement modifié revienne à l' Assemblée pour être examiné par la commission des lois, et que la commission permanente l' inscrive à l' ordre du jour.

"Etant donné la composition de l' Assemblée, il ne fait pas de doute que le projet sera adopté, avec des modifications de détail". D' autant plus que 15 députés et 7 sénateurs du parti de l' opposition (PSR) ont signé le 3 août une pétition approuvant le compromis intervenu entre le gouvernement et l' ONU.

En attendant, l' ONU s' impatiente, elle aurait voulu qu' un memorandum puisse être signé avant l' Assemblée générale exceptionnelle des 6-9 septembre.

Frontière

Selon le rapport du président de la commission de l' Intérieur et de la Défense nationale le général Dien Dell, envoyé sur place par le prince Ranariddh, président de l' Assemblée nationale, les Vietnamiens ont empêché, en juin, les paysans cambodgiens de cultiver plusieurs surfaces qu' ils cultivent

depuis des décennies. Il y a donc eu violation de l' accord passé entre les deux pays en janvier 1995 selon lequel la situation doit rester en l' état -statu quo- jusqu' à ce qu' un tracé définitif ait tranché les cas litigieux.

[voir l' interview de M. Var Kim Hong dans ce n°].

Contrôles avant embarquement (PSI)
Un nouvel accord a été signé le 14 août entre le gouvernement

(suite page 3)

SOK CHENDA

Secrétaire général du CDC

Des idées pour avancer

Le dialogue gouvernement-entreprises

Les groupes de travail dont la création a été décidée lors du forum gouvernement-entreprises du 5 juillet (cn 138) pour assurer un dialogue permanent entre les entreprises et le gouvernement, n'ont pas encore d'existence officielle, mais leur mise au point est en cours.

Preuve de l'ouverture d'esprit de la part des autorités, S.E. Keat Chhon, ministre de l'Economie et des Finances, qui a été chargé de ce dossier par le Premier ministre, a demandé aux associations du secteur privé, lors d'une réunion le 4 août, de donner leur avis sur le nombre des groupes de travail à créer et sur leur fonctionnement. Dans l'attente d'une décision finale du gouvernement, il y aurait 6 ou 7 groupes de travail : Services (incluant Banques et Assurances), Lois et Réglementations, Agriculture/Agro-industries, Manufacture, Confection, Tourisme, Infrastructures et Energie (incluant Telecom).

De leur côté la Chambre de Commerce de Phnom Penh et les autres associations vont prochainement finaliser leur discussion pour déterminer la manière dont le secteur privé sera représenté dans ces différents groupes. L'IFC, la branche privée de la Banque Mondiale, s'est engagé à soutenir ces groupes de travail en proposant de financer un secrétariat permanent. Ce secrétariat assurera la coordination entre les groupes, fera le compte-rendu des travaux en anglais et en khmer et les diffusera.

Un "site"

Investissements.Cambodge

Le CDC/ lancera prochaine-

ment son site. Cette initiative va participer à une meilleure diffusion de l'information auprès des investisseurs aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

Dans une rubrique "Brèves" ou "Dernières nouvelles", outre des informations de dernière minute, le CDC relatera les demandes des en-

- **Investissements : diversifier pour avancer**
- **l'effet "crise asiatique"; l'effet pétrole ; l'effet dollar; l'effet euro;**

treprises désireuses de trouver des distributeurs, ou des partenaires. Dans un deuxième temps, le CDC espère pouvoir y présenter les différentes provinces et leur potentialité.

Le problème de l'emploi

Le Cambodge connaît déjà un important problème d'emploi qui risque de s'aggraver (cn 139). Comment y faire face ? Les solutions à explorer sont :

1. une politique de soutien aux PME, qui sont plus créatrices d'emplois que les grandes entreprises et correspondent sans doute mieux aux Cambodgiens qui n'ont pas encore de tradition industrielle.

En pratique ce soutien porte généralement sur quatre sortes de mesures :

- des exonérations ou des **mesures d'allègement fiscales et sociales**. Au Cambodge, les entreprises n'étant pas encore soumises aux charges sociales, reste une possibilité dans le domaine fiscal;
- **une aide à la formation**. Dans une économie de marché, les contraintes sont

productivité et qualité, celles-ci permettant à l'entreprise d'être compétitive. Ceci passe par l'utilisation d'une main d'oeuvre plus qualifiée. Les autorités y contribuent en ouvrant plus de centres de formation professionnelle.

• **une aide à la recherche des marchés;**

• et surtout **faciliter l'accès au crédit.**

2. Cette ouverture en faveur des PME va bénéficier, il faut l'espérer, aux **cités provinciales** où progressivement les infrastructures se mettent en place : routes, électricité, télé-

antérieure. Beaucoup d'entreprises n'en sont pas encore à investir hors de leurs frontières. En Thaïlande par exemple, le personnel et les ouvriers licenciés en 1977 n'ont pas encore été tous réembauchés.

Il est vrai que la Chine, Taiwan, Hong Kong ont des taux de croissance élevés. Mais ces taux traduisent surtout la bonne santé de secteurs inexistantes au Cambodge, la haute technologie, de l'électronique, les services financiers.

2. Le prix du pétrole brut

Personne n'avait prévu la flambée des prix du pétrole brut, multipliés par 3,5 en 2 ans. Le Cambodge dépend à 100 % des importations. Les coûts de production deviennent donc encore plus chers : électricité, eau, transport, ...

3. Le dollar, l'euro

Comme le Cambodge est "dollarisé" il ne profite pas de la différence créée avec la monnaie nationale comme beaucoup d'autres pays, comme la Thaïlande.

Dans le secteur Tourisme par exemple, la destination Cambodge renchérit encore, alors que déjà le "produit Cambodge" est plus cher que le Vietnam et que la Thaïlande, que nous sommes déjà "hors du marché". Ici, le téléphone, les transports terrestres et aériens, les hôtels, ... sont plus chers qu'ailleurs. A Bangkok on a une chambre dans un hôtel 5 étoiles pour 60 dollars !

Même effet pour la baisse de l'Euro : pour les Européens le coût du Cambodge "dollarisé" augmente encore.

Diversifier pour avancer

Cependant, l'intérêt croissant d'investisseurs étrangers en visite à Phnom Penh (Singapouriens, Malaisiens, Thaïlandais, Japonais) nous fait penser que nous sommes dans une période de gestation. La stabilité politique, la maîtrise des fondamentaux macro-économiques sont des facteurs favorables aux investissements. Et nous savons qu'une plus grande diversification nous ouvrira des horizons prometteurs

phone, etc ... et où la main d'oeuvre est meilleur marché qu'à Phnom penh et ses environs.

3. développer à tout prix l'agriculture et l'agro-alimentaire. Le Cambodge était avant guère un producteur de denrées agricoles et même exportateur. Aujourd'hui nous importons trop de l'étranger. Il faut renverser cette tendance. Le développement d'activités agricoles a un autre mérite : l'intégration dans la vie active des soldats démobilisés.

Les investissements

Concernant les nouveaux investissements au Cambodge, les prochains mois ne verront pas de grands changements par rapport à l'activité actuelle, pour des raisons qui ne tiennent pas toutes au Cambodge mais de la situation dans la région et dans le monde.

1. La crise n'est pas entièrement surmontée

Les investisseurs étrangers de la région n'ont pas encore entièrement absorbé la crise asiatique. Il leur faudra de 3 à 5 ans pour retrouver la situation

biens importés provisoirement pour être réexportés.

Les transporteurs font bon accueil à ces PSI qui facilitent les transactions et diminuent les fraudes.

APSARA / SOKHA

Selon le nouveau contrat entré en vigueur le 1er septembre, le produit des entrées dans le parc archéologique sera réparti ainsi : - jusqu'à 3 millions de dollars : 50 / 50 % ; - plus de 3 millions : 70 % pour APSARA, 30 % pour Sokha Hotels.

Siem Reap poursuite des travaux

La Banque Asiatique de Développement ne menace nullement d'arrêter les travaux en cours qu'elle finance pour moderniser l'aéroport de Siem Reap, nous

(suite page 4)

A PROPOS ...

et la société suisse SGS (Société Générale de Surveillance) pour effectuer les contrôles de marchandises avant embarquement. Ces contrôles, qui concernent les biens de valeur supérieure à 4000 dollars, visent à déterminer précisément la catégorie, les quantités et la conformité des biens exportés, ce qui détermine le montant des droits de douane.

Après 5 ans, la SGS avait suspendu ses activités en 1999 à

cause d'une dette impayée par le gouvernement avoisinant 7 millions de dollars.

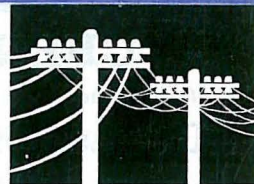
Le coût des inspections par SGS, 0,8 % de la valeur des biens concernés, sera payé par les importateurs, au lieu de 1 % précédemment, payé par le gouvernement.

Seront exemptés de ces inspections et de droits les biens importés qui relèvent de l'assistance au Cambodge, ou destinés au gouvernement, aux ambassades, aux organisations internationales, ainsi que les

Le point avec **M. TY NORIN**, directeur général adjoint d'EDC

ELECTRICITE DU CAMBODGE

en pleine croissance



Sans bruit, EDC poursuit un développement rapide

La production d'électricité

EDC peut faire face à l'augmentation de la demande, passée de 55 / 60 MW en 1999 à 65 ou parfois jusqu'à 67 MW. C'est pourquoi les coupures sont devenues très rares.

La capacité dans l'immédiat est tout juste parce que la **centrale n° 3** (10 MW) est en panne. Mais avec la mise en service en octobre de la **centrale n° 1**, 15 MW, concédée pour 3 ans à **Jupiter Power** (Canada), on retrouvera la marge de sécurité nécessaire et on aura le temps de réparer C3.

Pour la **centrale n° 2**, elle est en fait double : - d'une part une centrale thermique, diesel, de 35 MW de puissance installée produit 25 / 26 MW (Société malaisienne Delcom); - d'autre part, sur le même terrain, EDC avec la centrale à vapeur de 18 MW de puissance installée, produit 10 MW.

Pour la production, nous sommes ainsi dans une situation relativement confortable pour les deux ans qui viennent. Nous prévoyons un "manque" de quelques mois en 2003 qu'il faudra combler, soit en avançant de quelques mois la mise en service de Kirirom, soit avec des générateurs ...

Le prix des carburants

La montée des prix des carburants concerne directement EDC puisque notre production d'électricité repose à 100 % sur des carburants achetés à l'extérieur. Mais en principe nous pouvons absorber de telles variations de prix. Notre gestion est faite pour le long terme. Les nouveaux tarifs ont été calculés avec l'hypothèse d'un prix moyen de 28 dollars le baril. C'est prudent. Evidemment, si ce prix était dépassé pendant très longtemps, il y aurait problème ...

Une stratégie pour l'indépendance

Cependant, pour diminuer cette dépendance totale vis à vis du carburant acheté à l'extérieur, nous avons défini une stratégie :

- **acheter de l'électricité au Vietnam.** L'accord est signé. Reste à construire 220 km de ligne à haute tension, 130 côté cambodgien et 90 côté vietnamien. On prépare les appels d'offre. Les travaux pourraient commencer en mai 2001.

Les conditions de ce contrat sont très bonnes.

Il prévoit un maximum de consommation : 80 MW de 2003 à 2005, et 200 MW au-delà. Il n'y a pas de minimum.

L'électricité nous est fournie à la frontière au prix de **6 cents le kwh** (à quoi le transport jusqu'à Phnom Penh ajoutera 1 ou 1,5 cent). Ce prix est garanti pour 5 ans.

En fait il y aura 3 tarifs : **3 cents** le kwh de 22h à 4h; **6 cents** de 4h à 18 h; **8 cents** de 18 à 22 h.

En saison sèche, ces tarifs sont un peu plus élevés : **4,5; 6,25 et 8,5.**

Comment les Vietnamiens arrivent-ils à des prix aussi bas ? C'est qu'ils combinent la production hydro-électrique et une centrale au gaz.

L'objection que l'on peut faire à ces achats est bien sûr que EDC se rend dépendante du Vietnam. Rien de plus facile pour le Vietnam que de couper cet approvisionnement. C'est pourquoi, en même temps, on prévoit le point 2 :

- **une centrale de 180 MW à Kompong Som**, qui sera mixte, fonctionnant soit au gaz soit au fuel. Cette technologie permet une certaine souplesse face aux variations de prix. En septembre, la tonne de fuel est à 220 dollars, la tonne de diesel à 430 dollars.

On tirera progressivement de l'électricité sur le Vietnam jusqu'à ce que cette centrale entre en production vers 2005 - 2006. L'étude a été réalisée par le Japon. Le financement n'est pas encore assuré.

Dans 4 à 5 ans, la production devrait venir pour 70 % de la production locale et pour 30 % du Vietnam.

En même temps, nous disposerons en réserve des 30 % de marge de production qui assureraient la production minimale indispensable pour le cas où l'approvisionnement vietnamien serait interrompu.

Ces 30 % de capacité gardés en réserve

sont une production au fuel, qui est la plus chère. Ainsi, avec ce dispositif, les coûts, en temps normal, seront réduits autant que possible.

hydro-électricité

Le **barrage de Kirirom**, 12 MW, financé par la Banque d'Import-Export chinoise, doit être mis en service en 2003. Les travaux doivent être inaugurés en novembre.

Pour le barrage de **Kam Chay** l'étude de pré-faisabilité a été faite par **Hydro-Québec**. Il manque le financement pour aller plus loin. Le Japon n'est pas positif. D'autres pays, des investisseurs privés, sont intéressés, mais rien n'est signé.

Le barrage de **Stung Treng** est passé au cours des années du domaine du rêve à celui de la planification, mais il y a déjà longtemps. Pour nous EDC c'est un projet très lointain, qu'il faudrait actualiser s'il y avait de gros besoins. Mais actuellement, c'est trop tôt.

électrification de huit provinces

La Banque Asiatique de Développement, avec l'Agence Française de Développement, va réhabiliter les systèmes dans les 8 provinces de Kompong Speu, Ta Keo (+ Ang Ta som), Kampot (+ Kep), Prey Veng, Svay Rieng, Banteay Meanchey, Rattanakiri, Stung Treng. Seront remis en état : les infrastructures, mais aussi l'administration, le commercial, la formation, ...

C'est un projet de 26 millions de dollars, un prêt côté ADB, un don de 2,5 millions côté AFD, qui exige de son côté que les matériels et les sociétés impliquées soient françaises. Le don de l'AZFD pourrait financer la province de Stung Treng et le centre de formation.

Les appels d'offre seront lancés avant la fin de l'année.

Électrification rurale

Un financement de 79 millions de dollars de la Banque Mondiale va permettre de réaliser deux projets :

- la construction d'une ligne Phnom Penh - Takeo - Vietnam

- l'électrification rurale de la moitié sud du Cambodge (où la population est la

A PROPOS ...

confirme Philippe Rose, directeur commercial de la SCA. La rumeur en avait couru lorsqu'en juin, conformément à un accord signé avec le gouvernement fin avril, la gestion de l'aéroport de Siem Reap avait été confiée à SCA.

Réforme foncière

Le projet de loi rédigé par le ministère de l'Urbanisation et de la Construction, 278 articles, a été adopté début août par le

conseil des ministres. Il doit maintenant être discuté par l'Assemblée nationale.

Selon l'article 2, toutes les transactions seront soumises à une taxe, et la délivrance des titres de propriété sera payante. Cela soulève la question des tarifs, remarque le journal *Sar Noeung Khmao* : un certificat de propriété coûtait de 150 à 350 dollars en 1998, ce tarif est passé à 400 à 600 dollars en plus de la taxe. C'est hors de portée des gens ordinaires. Et la signature coûte 20 à 30 dol-

lars. Cet argent sert à payer les responsables du foncier au niveau des districts, qui eux-mêmes ont dû acheter leur poste entre 3000 et 6000 dollars selon la région. Quel sera en pratique l'effet de la nouvelle loi ?

Aide française à la Santé

Une nouvelle convention a été signée le 8 septembre entre S.E Uch Kim An, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et l'ambassadeur de France A.J. Li-bourel : d'un montant de 6 mil-

lions de FF, elle a pour objet d'"de renforcer les filières de formation médicale et paramédicale, d'entreprendre des activités de recherche et de consolider le système administratif et de gestion" de l'Université des Sciences de la Santé.

Club d'Affaires Franco - Cambodgien

Lors de sa réunion du 14 septembre, le CAFC a approuvé à l'unanimité des membres pré-

(suite page 6)

Les nouveaux tarifs

Depuis le 1er septembre, de nouveaux tarifs sont entrés en vigueur pour les consommateurs de Phnom Penh. A partir de cette date, les factures sont établies en fonction de ces nouveaux tarifs.

Trois grandes catégories : - les tarifs pour le secteur "domestique", c'est à dire les particuliers; les tarifs pour le secteur "commercial", c'est à dire les entreprises; et le tarif pour les institutions publiques.

Secteur "domestique"

Au lieu d'un tarif unique, il y a trois "tranches" :

- **tarif "de base"** : les gens qui consomment jusqu'à 50 kwh par mois, ce qui correspond à une consommation très modeste, (une ampoule et un frigidaire par exemple) paient le kwh **350 riels**. C'était le tarif unique précédent. Le kwh est dans ce cas vendu à perte par EDC, puisque le prix d'équilibre se situe aux environs de 500 riels le kwh. Mais on a tenu compte de la nécessité d'apporter une aide aux habitants les plus défavorisés. Cette "tranche" concerne 15 à 17 % de la population de Phnom Penh.

- **au delà de 50 kwh par mois, jusqu'à 100 kw**, le kwh est payé **550 riels**. Il faut bien souligner que ne sont payés à ce tarif que les kwh dépassant 50 kwh, les premiers 50 kwh étant payés 350 riels. Ce tarif concerne une grande majorité des consommateurs : environ 75 %.

- **au-delà de 100 kwh**, le kwh est payé **650 riels**. Sont concernés environ 3 % de la population.

- **Pour les étrangers** enfin le kwh est à **800 riels**, comme il était déjà précédemment.

Secteurs commercial et industriel

Il ne s'agit plus d'un tarif "à tranches", mais d'un tarif "à seuils", dégressif. Ce système, fait-on remarquer à EDC, a été établi pour favoriser le développement. Les entreprises paient le kwh de

NOUVEAUX TARIFS (riels /mois) Secteurs industriel et commercial

	commercial	industriel
> 20 000 kwh	650	600
20 - 50 000	600	550
50 - 80 000	500	500

moins en moins cher à mesure que leurs besoins augmentent.

Une autre innovation importante : *il n'y a plus de différence entre le prix payé par les entreprises étrangères et les entreprises cambodgiennes*, de façon à respecter le principe de la juste concurrence. La situation précédente constituait une injustice souvent dénoncée par les chefs d'entreprises étrangères.

Moyenne tension

Les entreprises dont la consommation dépasse 80 000 kwh par mois et qui reçoivent l'électricité moyenne tension par leur propre poste paient désormais **480 riels le kwh**

Ce tarif est justifié par le fait que dans ce cas c'est le client qui assume les pertes, alors que pour le réseau basse tension, c'est l'EDC, qui doit répartir le coût de ces pertes entre les consommateurs

Institutions publiques

Elles paieront désormais leur électricité **700 riels le kwh**.

Une gestion plus serrée

Ces tarifs ont été calculés et mis au point de façon à fournir à EDC des recettes suffisantes pour qu'elle puisse investir en fonction des besoins : auto-investissement et maintenance.

A eux seuls cependant, ces nouveaux tarifs ne permettraient pas d'atteindre cet objectif. Il implique aussi que EDC améliore ses performances notamment en réduisant les pertes et en réduisant la dette

Clientèle triplée en deux ans

Entre décembre 1998, où le nombre de clients était de 35 400, et août 1999 où il atteignait 85 000, c'est à dire en huit mois, le nombre de clients desservis par EDC a plus que doublé : c'est l'effet de la suppression des "grossistes", chargés pendant quelques années de réaliser la facturation auprès des consommateurs en attendant qu'EDC puisse le faire elle-même. Il n'y a plus de grossistes à Phnom Penh -sauf là où le réseau n'existe pas encore. En août 2000, le nombre de clients était de 92 000 : c'est à dire *un triplement en deux ans*.

La demande continue à augmenter, au rythme d'environ 10 % par an.

En même temps, il a fallu gagner en performances, moderniser tous les aspects de l'activité : la production, le réseau, la facturation, le service à la clientèle, ...

La réfection du réseau a été financée

par la Banque Asiatique de Développement et réalisée par les Japonais. Elle est maintenant pratiquement terminée. Conséquences : les coupures sont devenues très rares, le courant a gagné en qualité, et les tarifs sont devenus compétitifs.

Un management plus performant

La situation d'EDC vis à vis du marché, avec son management par objectifs, est la même que celle d'une entreprise privée qui cherche à être compétitive.

Deux points : **les pertes** -qui sont d'une part techniques, d'autre part commerciales- étaient encore de 25 % en 1999, un taux très élevé si l'on considère que dans un pays développé comme la France elles sont d'environ 7 % (6 % techniques, 1 % commerciales).

"Actuellement les pertes sont de 17 %" nous dit M. Ty Norin. "Nous pensons atteindre 16 % à la fin de l'année". Le minimum théorique se situe à 12-13 %.

Mais en pratique, "le minimum incompressible est de 14 à 15 %". Dans les pertes commerciales, il y a les fraudes, mais aussi les erreurs de lecture des compteurs, les erreurs sur les computers, les mauvaises adresses, la reprise des grossistes ... La facturation a fait d'importants progrès ces derniers mois.

Un autre aspect des progrès du management : **la diminution des dettes de la clientèle**. Les dettes du gouvernement et de la municipalité à EDC en représentaient une forte proportion. Mais les remboursements ont été programmés, ils ont commencé, et la dette globale, qui représentait 6 mois de chiffre d'affaires, est maintenant de moins de 4 mois. L'objectif : les réduire à 90 jours de CA.

Le service à la clientèle

Le management d'EDC évolue donc rapidement. En même temps que l'on gère "plus serré", on cherche à acquérir une "culture d'entreprise". Et à améliorer les services à la clientèle, à répondre à ses questions ...

L'Agence Française de Développement finance trois actions, mises en œuvre par Electricité de France :

- un **centre de formation** est en cours de mise en place. Le bâtiment est construit. Tous les agents d'EDC, de tous niveaux, de tous métiers, y suivront des stages. Il fonctionnera début 2001.

- un **"appui au management"** assiste EDC dans cette très rapide transformation.

- une **"agence clientèle pilote"** va être ouverte sur le bd Mao Tsetoung. Elle comptera 140 personnes -ce qui permettra de mieux employer les 1300 salariés- où sera accueillie la clientèle de tout le côté sud de Phnom Penh et de la ceinture de la ville. Les clients du nord de Phnom Penh restent traités au siège d'EDC au Wat Phnom.

Ainsi EDC "bouge". Pour bien suivre les réactions des clients, on va prochainement réaliser une enquête "confiance clientèle", et on la renouvellera chaque année.

(suite de la page 4)

plus dense).

Un problème de management se posera, parce que l'exploitation ne sera évidemment pas rentable. Il faudra peut-être créer un organisme indépendant d'EDC, sous tutelle du ministère, subventionné par le gouvernement. Ou bien que le gouvernement supprime les taxes. En avril prochain un projet sera soumis au conseil d'administration de la Banque Mondiale. On négociera le crédit en mai.

Il y a quelques années, observe M. Ty Norin, il ne s'agissait que de restaurer, d'aller au plus urgent. Maintenant, nous sommes entrés dans une phase d'extension. Et nous faisons tous nos efforts pour obtenir une gestion serrée. Nous séparons l'opérationnel du fonctionnel. Nous décentralisons.

Les comparaisons avec d'autres institutions, ou avec d'autres pays, ne sont pas défavorables ...

A. KISLANSKI, directeur de TOTAL - CAMBODGE

Pourquoi la flambée des prix du pétrole ? Quelles conséquences ?

Avec un prix du baril de pétrole qui varie entre 30 et 36 dollars, le marché considère que les prix doivent baisser bientôt.

Mais il advient des incidents qui, étant donné que la chaîne des opérations, de l'extraction jusqu'à la pompe, est très tendue, ont des répercussions immédiates sur l'offre, au moment où la demande augmente beaucoup, avec la croissance économique mondiale (4 % selon l'OCDE).

une chaîne très tendue

Il faut voir qu'entre le prix du pétrole brut et le produit fini, il y a les raffineries. Il faut voir aussi que l'on n'a pas appris de la crise précédente et que l'on n'a pas stocké. Que, puisque les prix doivent baisser, on attend qu'ils baissent pour reconstituer les stocks. Encore pourrait-il advenir bien d'autres incidents qui pourraient contribuer aussi à déséquilibrer le marché : par exemple, 10 jours de froid en Allemagne représentent 1 million de tonnes de gasoil de chauffage.

Il pourrait arriver aussi un incident en Russie, grand producteur qui assure chaque année la "soudure" pour l'hiver avec son gasoil, et où les installations et les matériels de transport sont très vétustes.

Un bras-de-fer entre Etats producteurs et Etats consommateurs

Cette flambée des prix est l'occasion de rappeler le schéma général à long terme : il s'agit d'un bras de fer entre Etats producteurs et Etats consommateurs pour confisquer la rente pétrolière.

Les pétroliers constatent que leur rôle fondamental est d'enrichir soit les Etats producteurs soit les Etats consommateurs.

Lorsque l'offre excède la demande et que les prix ont tendance à baisser, ce sont les Etats consommateurs qui ont le pouvoir de confisquer cette baisse des prix en augmentant les taxes. En Europe notamment, on ne répercute pas les baisses. On en a profité

OPEC restreint l'offre artificiellement, et les prix montent. L'OPEC augmente donc la taxe sur le pétrole et dit aux Etats consommateurs de baisser les leurs pour compenser.

Qui doit céder : l'OPEC ? les pays consommateurs ?

Une observation préliminaire : le pétrole est une énergie extrêmement bon marché.

Le litre de pétrole le plus cher

- **Un bras de fer entre Etats producteurs et Etats consommateurs**
- **Encore plusieurs mois de prix erratiques ensuite la détente est probable**
- **Attention à une catastrophe possible !**

pour beaucoup augmenter les taxes. En particulier en France, sous des prétextes écologiques ou autres.

[Une remarque : les Etats-Unis taxent beaucoup moins l'essence que les Européens, et ils répercutent sur les prix à la pompe les baisses du prix du baril, ce que ne font pas les pays européens. Si les Etats-Unis taxaient autant le pétrole que le font les Européens, il n'y aurait pas eu le fameux déficit du budget américain si souvent dénoncé].

Dans ce cas de figure, on peut dire que les dollars passent des pays producteurs aux pays consommateurs.

Mais actuellement, les producteurs s'étant organisés en cartel, l'OPEC (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole), avec plus de 30 % du marché (l'offre mondiale est de 74 millions de barils/jour) est en position de force.

Bien que la formation d'un tel cartel soit partout interdite, l'

du monde, c'est à dire celui que l'on extrait en Alaska, transporté de la façon la plus chère, raffiné, supposons, dans la raffinerie la plus chère, stocké dans le stockage le plus cher, et distribué par la plus chère des stations service, ne coûte encore que moins de 20 cents. C'est à dire qu'il est moins cher que l'eau d'Evian, malgré tous les investissements et tout le travail qu'il a demandé. Même si le prix de ce litre augmente de 50 %, ce n'est encore rien.

Ce qui fait la différence entre ce prix de revient et le prix de vente à la pompe, ce sont les taxes, imposées soit à la production par les gouvernements des pays producteurs, soit à la consommation par les gouvernements des pays consommateurs.

Lorsque l'Arabie saoudite vend son pétrole, qui lui coûte au maximum 2 dollars le baril à 30 dollars, cela représente 15 fois le prix de revient.

Et lorsque l'Arabie saoudite, ou le président du Venezuela disent aux gouvernements des pays consommateurs "diminuez vos taxes", c'est à qui confisque la rente pétrolière.

[Alors que l'Arabie saoudite voit bien les dangers d'un pétrole trop cher, et se trouve assez mal à l'aise entre les Etats-Unis, qui n'aiment pas que le baril dépasse les 30 dollars, et les "durs" de l'OPEC, le président Chavez du Venezuela pousse au contraire les intérêts des producteurs, bien déterminé à confisquer la rente pétrolière].

L'OPEC : une stratégie à contre-temps

La conséquence de la première crise pétrolière a été que, les prix étant montés à 35 dollars le baril, il est devenu rentable d'explorer et d'exploiter des gisements comme ceux de la mer du Nord, ou à l'époque, en 1976-77, le baril revenait à 25 dollars.

Ensuite, grâce aux progrès techniques, le prix de revient de ce pétrole a beaucoup baissé : il est actuellement de 7 ou 8 dollars. Et la production de la mer du Nord est maintenant de 6 millions de barils/jour, pas tellement éloignée de celle de l'Arabie saoudite : 8 millions.

Ainsi l'OPEC s'est créée une concurrence, qu'elle a joué contre ses intérêts.

La consommation ayant ensuite beaucoup augmenté, surtout celle de l'Asie, Chine comprise, et l'OPEC a en conséquence beaucoup augmenté sa production. Elle a fait alors une seconde grande erreur en ne la diminuant pas lorsque la crise asiatique est arrivée.

Conséquence une surproduction qui a provoqué un effondrement des prix, le pétrole est tombé à 10 dollars le baril.

[On peut considérer que 10 dollars c'est un prix "politique". Les fluctuations du marché peuvent faire fluctuer le prix du baril entre 10 et 30 dollars. Au-delà de 30 dollars, c'est de nouveau un prix "politique".

Un baril trop bas crée des risques politiques dans les pays producteurs. Un baril trop cher crée des risques poli-

A PROPOS ...

sents la poursuite des démarches commencées par son président D. Catry auprès de l'UCCIF pour devenir une Chambre de Commerce. La décision de l'UCCIF pourrait intervenir fin novembre.

R. Thallinger, secrétaire général, a fait un exposé sur les règles auxquelles les entreprises doivent se conformer vis à vis du ministère du Travail, et sur les "groupes de travail gouvernement-entreprises (p. 3).

Musique, Peinture

Un concert de l'orchestre "Les Yeux Noirs" à l'hôtel Le Royal le 12 septembre, a suscité l'enthousiasme des auditeurs, séduits par la vitalité des musiques tziganes et yiddishes et par la virtuosité des interprètes.

Une exposition de peinture a été inaugurée le 14 septembre au Centre Culturel Français par la princesse Buppha Devi, ministre de la Culture et des Beaux Arts, et l'ambassadeur de France S. E. A.J Libourel.

Bien présentées on peut voir

des œuvres intéressantes de jeunes artistes cambodgiens : Chea Phallina, Yun Tararoath, Nou Sary, Nam Keang, Ouk Socheathy, Ou Vandy, Em Riem.

Conférence M. Zamarockzy

Dans le cadre des Conférences sur le Cambodge contemporain organisées par le Centre culturel et Cambodge Nouveau, le représentant du FMI au Cambodge Mario de Zamarockzy donnera une conférence à la salle de cinéma du CCF le 20 septembre à 18h30.

PETROLE

tiques dans les pays consommateurs]

Début 1999, l'OPEC s'est ressaisie : elle a de nouveau restreint la production. Mais elle s'est encore une fois trouvée à contre-temps, puis-que alors avec mlie redémarrage de l'économie, la consommation reprenait, notamment celle de l'Asie.

[On observe à ce sujet que la croissance économique se traduit par une augmentation de la consommation de pétrole de façon beaucoup plus directe dans les pays en développement que dans les pays développés.

C'est est que la croissance dans les pays développés concerne pour une large part des activités qui ne consomment pas ou peu de pétrole, technologies de pointe, tertiaire en général, alors que dans les pays en développement à un point de croissance correspond presque exactement un point de plus de consommation de pétrole. Une exception importante : la Chine, qui consomme encore beaucoup de charbon].

La flambée actuelle des prix est donc due à un déséquilibre : l'offre, artificiellement restreinte par l'OPEC, ne peut pas suivre la demande.

Quelles conséquences ?

Pour l'Europe

La montée du prix du baril combinée avec la baisse de l'Euro se traduit par un important surcroît de dépenses.

Il existe une marge de manœuvre, des ressources, grâce à la croissance.

Mais si les prix devaient rester longtemps aussi élevés, ils pourraient arriver à casser cette croissance.

Pour le Cambodge

Il dépend à 100 % des produits pétroliers pour son énergie. Le prix d'achat est capital, bien plus important que celui de la main d'œuvre.

Le passage du prix du baril de 15 dollars à 30, étant donné une consommation de 600 000 tonnes par an tous carburants confondus, représente un coût supplémentaire, selon mon calcul, de 70 millions de dollars par an. Soit **200 000 dollars par jour**.

Il ne s'agit encore là que des effets directs.

Il faut y ajouter les effets indirects, par exemple sur les transports, sur les activités qui consomment de l'énergie, sur

les particuliers qui utilisent une moto, ...

Le gouvernement prélève déjà dans une proportion importante.

Il perçoit 2 types de taxes.

D'une part un droit d'accise fixe de 55 dollars la tonne pour le diesel oil et de 256 dollars la tonne pour les essences.

Et d'autre part une TVA de 10 % calculée sur le prix de vente.

En cas de hausse des prix à l'importation le droit fixe reste le même, mais la TVA payée par le consommateur augmente. Mécaniquement une hausse des prix de 100 à l'importation se traduit par une hausse de 110 au prix à la pompe. Ce qui reste raisonnable par rapport à l'Europe où la TVA atteint facilement 20 %.

Pour nous TOTAL-Cambodge, le problème ne réside pas tant dans nos marges à la tonne, qui sont raisonnables selon les critères de comparaisons internationaux, que dans l'étroitesse d'un petit marché. Autrement dit nous devons amortir des frais de structure sur un petit nombre de tonnes. Mais nous persistons car nous pensons que la croissance devrait augmenter le marché -sauf bien évidemment chute brutale de la consommation à cause de la hausse des prix.

Et maintenant ?

Il est impossible de prévoir ce qui va se passer maintenant, mais le plus probable est une période de quelques mois avec des prix erratiques sur le marché des produits pétroliers (avec par exemple le diesel plus cher que l'essence !). J'estime qu'il y a :

1 chance sur 5 pour que les prix augmentent encore.
2 sur 5 pour qu'ils diminuent dans les 3 prochains mois.

Et 2 sur 5 pour qu'ils restent stables.

Il y a donc plus de chances que les prix restent stables ou qu'ils baissent qu'il n'y en a pour qu'ils montent.

Ensuite, la détente est probable. Elle dépend aussi des spéculateurs, et de la croissance mondiale.

Sans exclure les effets, qui pourraient être catastrophiques, d'un accident imprévu ...



LIVRES



Shanghai

À la croisée des chemins du monde

Agglomération la plus peuplée de la Chine a triplé en 50 ans. Prenant "appui sur les investissements étrangers directs dans l'industrie et la construction immobilière", investissements qui ont atteint 22 milliards de dollars en 1997, Shanghai, avec ses 7 cités industrielles satellites, une croissance de 10 % par an depuis 10 ans, compte aujourd'hui 15 millions d'habitants.

L'apparition de la ville nouvelle de Pudong, sur 522 km² c'est à dire presque la superficie de Singapour, le plus grand chantier du monde, le quart des grues en activité dans le monde, c'est impressionnant, c'est intéressant, et c'est important. Entre la Chine et le reste du monde, Shanghai est le symbole le plus spectaculaire de l'ouverture de la Chine sur l'économie mondiale.

Le passé de cette ville légendaire s'estompe rapidement. On peut regretter le temps des concessions -l'internationale et la française-, l'histoire extraordinaire de cette cité sortie de la boue si bien contée par Lucien Bodard, les fumeries d'opium, le cercle sportif qui n'a été détruit, avec sa terrasse, sa grande salle de danse, ses miroirs et ses lustres art-déco, qu'à la fin des années 80; on peut évoquer André Malraux et la Condition Humaine, le fameux Bund, où demeure le Peace Hotel ... mais Shanghai aujourd'hui ne donne plus guère à rêver.

Dans ce livre rédigé par un haut fonctionnaire à la Commission européenne, il est surtout question de chiffres et de performances : 3500 tours édifiées en six ans, dont une tour de 420,5 m., un aéroport qui peut déjà accueillir 20 millions de passagers par an et en traitera 70 millions, etc ...

Dans son enthousiasme pour Shanghai, l'auteur en oublie de citer Hong Kong. On aurait aimé quelques points de comparaison

entre ces deux pôles économiques (volume et composition du commerce, répartitions comparées des activités, poids financiers respectifs, ...) plutôt que des comparaisons avec Pékin.

On peut dire sans doute que Shanghai a une vocation plus industrielle (elle compte déjà 4000 entreprises industrielles, dans le textile, l'automobile (Volkswagen, Ford), l'aéronautique et l'espace, la pétrochimie et la chimie fine, les composants électroniques, l'informatique, les télécommunications (Alcatel), les biotechnologies, ... occupant environ 4 millions de salariés), celle de Hong Kong étant plus financière et commerciale.

On pourrait observer aussi que Shanghai, poussée par la volonté de Teng Hsiaoping à partir de 1990, puis celle de Jiang Zemin, maire de Shanghai devenu président, maintenant de Zhu Kangji maire de Shanghai devenu premier ministre, est plus proche, géographiquement et psychologiquement, de Pékin : ici on ne se réclame pas d'un "autre système".

Shanghai finira-t-elle par supplanter Hong Kong ? C'est une question classique qui ne sera pas tranchée de sitôt. La réponse est sans doute que, pour un si vaste pays, deux centres économiques et financiers internationaux, ce n'est pas trop ... Après tout Paris, Francfort, Londres, sont beaucoup plus proches l'un de l'autre que Shanghai de Hong Kong.

Pour en revenir au livre, on y apprend avec beaucoup d'intérêt le rôle majeur du cabinet d'architectes français J.M. Charpentier dans l'urbanisme de Pudong.

Et l'auteur insiste à juste titre sur la richesse et la diversité exceptionnelle des ressources humaines de Shanghai, ville où perdure et se développe la vocation cosmopolite qu'elle a manifestement reçue à sa naissance. A.G.

Shanghai, à la Croisée des Chemins du Monde, par J. Le Quéennet, 155 p., L'Harmattan, 2000.



CAMBODGE NOUVEAU le journal des décideurs votre meilleur investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mob 012 803 410
E-mail cn@forum.org.kh



MEDIAS

Drogue

La lutte contre la drogue va être intensifiée, a déclaré fin août le vice-Premier ministre et co-ministre de l'Intérieur Sar Kheng. Les bars, clubs, restaurants où l'on utilise la drogue seront fermés et les propriétaires arrêtés. La culture de la marijuana d'autre part se développe, malgré les destructions déjà effectuées.

Pendant le premier semestre 2000, dans les provinces de Kampot, Kompong Cham, Kandal, Koh Kong, Kompong Speu, Siem Reap, Preah Vihear, Kratie, Stung Treng, Battambang et Banteay Meanchay, 4270 ha de marijuana ont été détruits, 13 tonnes de marijuana sèche saisies à Kampot, et 210 kg à Kandal où 13 ha ont été détruits.

17 cas de trafics de drogue ont été découverts; 38 trafiquants arrêtés et inculpés; 3 361 pilules d'amphétamines ont été saisies, 18 864 pilules de méthamphétamines, 700 kg de marijuana ...

[D'après *Rasmei Kampuchea* 30.8., trad. *The Mirror*]

[selon une autre source, la production d'amphétamines a commencé au Cambodge et se développe près de la frontière thaïlandaise].

Démobilisation

Elle est compromise par le manque de fonds. La Banque mondiale pourrait accorder un prêt de 15 millions de dollars pour assister le gouvernement, mais la décision n'est pas encore prise.

[d'après *Koh Santepheap* 7.9, trad. *The Mirror*]

Chine - Cambodge

Les échanges entre la Chine et le Cambodge ont augmenté de 41,2 % au cours des 5 premiers mois, comparé aux 5 premiers mois 1999. Les exportations chinoises ont augmenté de 51,1 %, atteignant 63,3 millions de dollars; les exportations du Cambodge de 19 %, pour 22,2 millions \$.

Depuis août 1994 jusqu'à juin 2000, les investissements chinois au Cambodge ont atteint 240,24 millions de dollars. Les 29 agréments et les 26 accords commerciaux concernent notamment, en plus de la confection : la pétrochimie, l'agriculture, la production d'électricité, la construction et les matériaux de construction, le tourisme, le charbon, l'électronique, la technologie, les produits pharmaceutiques. "La Chine est l'un des premiers partenaires du Cambodge pour les investisse-

ments et le commerce".

Indications données lors d'une rencontre organisée le 9 août par la chambre de Commerce de Phnom Penh avec des délégations de la province du Heilongjiang, de la ville de Daking, et d'associations professionnelles de Daking. C'est la 7ème visite de cette délégation chinoise au Cambodge.

[d'après *The Commercial News* (en chinois) 10.8, trad. *The Mirror*].

Coton ?

Le prêt chinois à taux préférentiel de 17,8 millions de dollars accordé en 1999 sera utilisé à créer une usine de panneaux de fibres (11,85 mio \$) et les 6 millions restants pourraient être investis soit dans une raffinerie de sucre soit plutôt dans la production de coton.

[d'après *The Commercial News*, trad. *The Mirror*, 18.8]

Route 5

Les 70 km de la RN 5 entre Battambang et Sisophon seront reconstruits selon la meilleure technique américaine de routes en latérite par la société chinoise *Taiyuan Road and Bridge Company*, du Shanxi, a annoncé le ministre des Travaux Publics et des Transports Khy Taing Lim.

[d'après *The Commercial News* (en chinois) 19.7., trad. *The Mirror*].

Bailleurs : plutôt le dialogue

Conscients du temps qu'ils perdent en discours d'ordre général lors des réunions du Groupe Consultatif (CG), les bailleurs de fonds et le gouvernement royal du Cambodge sur proposition de M. Malik, chef du bureau de l'ADB au Cambodge se sont mis d'accord pour espacer les réunions annuelles (2 au lieu de 4), et pour accorder plus de temps au dialogue. Ces réunions pourraient s'appeler désormais "Réunions des partenaires du Cambodge pour le développement". La prochaine rencontre aura sans doute lieu à la mi-décembre.

[d'après *Rasmei Kampuchea* 2.9, trad. *The Mirror*].

IRI - PSR

L'IRI (International Republican Institute, américain) a aidé les députés Funcinpec après les événements de juillet 1997, en louant pour eux un hôtel à Bangkok (*Lake Side Hotel*) et en leur donnant des salaires de 1000 dollars par mois. "Mais l'IRI a décidé d'arrêter son aide au prince lorsque le Funcinpec a trahi la volonté du peuple et formé une coalition avec le CPP".

Maintenant l'IRI aide le Parti de Sam Rainsy.

[d'après *Moneaksekar Khmer*, 16.8., trad. *The Mirror*].



indochine
INSURANCE

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.



"La raison du plus fort est toujours la meilleure."!

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695

*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet: www.indochine.net